

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU LUNDI 4 JUILLET 2022

Nombre de membres

en exercice : 35

Présents : 21

Représentés : 7

Absents : 7

L'an deux mille vingt-deux, le quatre juillet à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

PRÉSENTS : MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, MM. PROPONET, CRUSE, MME GREMION, M. JANUS, MME RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; M. SERRES, MMES BOUGE, MICHON, M. SOUSA, MME YENKETRAMDOO, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, MMES HADJIAT, TERRINE ; M. RODRIGUES, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

REPRÉSENTÉS :

MME LOYAU POUVOIR A M. LACAMBRE

MME NAOUM-GHAZIEFF POUVOIR A M. SOUSA

M. HAMONIC POUVOIR A M. JANUS

MME MORIEZ POUVOIR A MME TERRINE

M. BOUKOUNA POUVOIR A MME BOUGE

M. DEBBI POUVOIR A MME GY

M. FERYN POUVOIR A MME MICHON

ABSENTS : MME CINOSI-GIRARD, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MMES LACARRIERE-FARGES, LEANZA, BERNIER, M. LEBAS.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame **Kenza HADJIAT** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

D220407-19

Mission temporaire d'instruction des autorisations d'urbanisme.

N° D220407-19

OBJET : MISSION TEMPORAIRE D'INSTRUCTION DES AUTORISATIONS D'URBANISME.

RAPPORTEUR : EDDY POLICE

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La loi ELAN du 23 novembre 2018 a modifié l'article L. 423-1 du Code de l'urbanisme en y inscrivant la possibilité de confier l'instruction des demandes d'autorisations d'urbanisme à des prestataires privés.

En vertu de l'article précité « L'organe délibérant de la commune mentionnée à l'article L. 422-1 ou de l'établissement public de coopération intercommunale mentionné à l'article L. 422-3 peut confier l'instruction des demandes mentionnées au premier alinéa du présent article à un ou plusieurs prestataires privés, dans la mesure où l'autorité de délivrance mentionnée au même premier alinéa conserve la compétence de signature des actes d'instruction. Ces prestataires privés ne peuvent pas se voir confier des missions qui les exposeraient à un intérêt privé de nature à influencer, ou paraître influencer, l'exercice indépendant, impartial et objectif de leurs fonctions. Ils agissent sous la responsabilité de l'autorité mentionnée au septième alinéa, et celle-ci garde l'entière liberté de ne pas suivre la proposition du ou des prestataires. Les missions confiées en application du présent alinéa ne doivent entraîner aucune charge financière pour les pétitionnaires ».

La commune de Chilly-Mazarin, par délibération n° D201412-10 du conseil municipal en date du 14 décembre 2020, avait confié une première mission temporaire à un prestataire privé pour une année, en raison de la vacance de certains postes au sein du service urbanisme et du nombre de dossiers à traiter.

La commune a procédé au renouvellement de la mission temporaire à un prestataire privé pour une durée de 6 mois par délibération n° D211312-16 du Conseil Municipal en date 13 décembre 2021 pour les mêmes raisons.

Du fait de la mise en œuvre de la procédure de dématérialisation des demandes d'autorisations d'urbanisme à compter de 2022 et compte-tenu des délais incompressibles de celle-ci, il apparaît nécessaire de renouveler une seconde fois le recours à un prestataire extérieur pour renforcer le service de l'urbanisme et assurer la continuité du service public en matière d'autorisations d'urbanisme.

Il convient de préciser que :

- Cette prestation reste limitée à une partie des procédures d'instruction des demandes d'autorisation. La commune demeure décisionnaire et signataire de l'ensemble des décisions relatives aux demandes d'autorisations du droit des sols.
- L'administration communale reste l'interlocuteur des usagers tout au long de la procédure puisque la règle du guichet unique en mairie n'est pas remise en cause.
- Le recours à ce prestataire n'entraîne aucune charge financière pour les pétitionnaires.

Il est dès lors proposé au Conseil Municipal d'approuver le principe du recours aux services de la société URBADS jusqu'au 31 décembre 2022, afin de permettre une transition progressive des compétences.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 423-1 et R. 423-15,

VU l'avis de la Commission Urbanisme, transition écologique, aménagement urbain et mobilités du 21 juin 2022,

CONSIDERANT la nécessité de recourir à l'assistance d'un prestataire extérieur pour l'instruction des autorisations d'urbanisme du fait de la vacance provisoire de certains postes et de la dématérialisation des procédures à compter de 2022,

CONSIDERANT la proposition de la société URBADS,

D É L I B E R E

ARTICLE 1 : DECIDE de recourir provisoirement à un prestataire privé pour l'assistance à l'instruction d'une partie des demandes d'autorisations d'urbanisme, en application de l'article L. 423-1 du Code de l'urbanisme et **DESIGNE** à cette fin la société URBADS, dont le siège social se situe Espace Neptune – Rue de la Calypso à HENIN BEAUMONT (62110).

ARTICLE 2 : AUTORISE Madame la Maire à engager toutes les démarches nécessaires à cette organisation des services et à signer les actes y afférents.

ARTICLE 3 : PRECISE que le recours à cette assistance est autorisé jusqu'au 31 décembre 2022.

ARTICLE 4 : INDIQUE que la dépense est inscrite au BP 2022.

Résultat du vote : UNANIMITE

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.

Chilly Mazarin, le 4 juillet 2022



**La Maire,
Rafika REZGUI**